

Unité Interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 22 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ROMI PAYS DE LOIRE

112 B rue Eugène Pottier
BP 72067
35000 Rennes

Références : EC-2023-93-INSP-ROMI-Saumur-RAP
Code AIOT : 0006302459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement ROMI PAYS DE LOIRE implanté ZI du Clos Bonnet Rue des Marigrolles - BP 181 49400 Saumur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI PAYS DE LOIRE
- ZI du Clos Bonnet Rue des marigrolles - BP 181 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006302459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ROMI PAYS DE LOIRE, filiale du groupe MONIER situé en Bretagne, est spécialisée dans la collecte, le tri des déchets non dangereux (essentiellement ferrailles et métaux, papiers/cartons, plastiques, DIB en mélange) et des déchets dangereux (batteries, amiante,...). Elle exploite ses installations sous couvert d'un arrêté d'autorisation consolidé du 22 décembre 2016. Elle est agréée centre VHU n°PR 49 000 22D.

La superficie totale du site est d'environ 16 600 m² répartie en deux zones de regroupement des déchets avec accès séparé : le centre de tri-transit et la déchetterie.

L'effectif du site de Saumur est de 9 employés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite d'inspection du 20 septembre 2016;
- les contrôles réglementaires;
- la prévention/protection incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Audit de vérification annuelle VHU	AP Complémentaire du 16/03/2020, article 3	/	Sans objet
5	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 2.5.3	/	Sans objet
8	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites constats de la visite d'inspection du 20 septembre 2016	Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 4.2	/	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.1.4	/	Sans objet
4	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 2.13	/	Sans objet
6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.24	/	Sans objet
7	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.21	/	Sans objet
9	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.1.10	/	Sans objet
10	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.4.2	/	Sans objet
11	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.4.3	/	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des ICPE a constaté que le site était propre et entretenu. Les contrôles réglementaires sont réalisés. Toutefois, il a été relevé trois écarts que l'exploitant s'est engagé à prendre en compte :

- la réfection du sol des aires étanches dégradées avec reprise totale d'une zone d'environ 6 000 m² dans un délai de 6 mois ;
- la transmission du bilan annuel d'activités des années 2021 et 2022 dans un délai d'un mois ;
- la réalisation d'une campagne de mesures de bruit dans l'environnement dans un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites constats de la visite d'inspection du 20 septembre 2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2004, article 4.2
Thème(s) : Autre, Intégration paysagère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une haie d'essence locales est implantée en limite de propriété sur le pourtour du site. Il avait été constaté que des ferrailles anciennes prises dans des végétaux faisaient office de barrières anti intrusion. Il était demandé à l'exploitant d'entretenir la haie bocagère (débroussaillage), d'évacuer les ferrailles utilisées comme barrière anti intrusion et de replanter des arbustes aux endroits dégarnis.
Constats : Il a été constaté que les ferrailles prises dans les ronces ont été enlevées. L'exploitant a clôturé le site en limite du chemin communal avec des blocs bétons et une clôture grillagée. Une haie de ronces arbustives a été plantée du côté du chemin communal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Audit de vérification annuelle VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2020, article 3
Thème(s) : Autre, Vérification de la conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ; - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ; - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification. <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.</p>
<p>Constats : Le dernier audit VHU réalisé par Bureau Veritas date du 26/07/22. Une non conformité était notée : VHU non dépollués non placés sur une aire étanche. L'exploitant indique que le sol étanche de l'aire de stockage des VHU non dépollués est dégradé par endroits. Le nombre maximum de VHU non dépollués présents sur le site est d'une vingtaine. Les VHU sont dépollués dans la station de dépollution placée sous abri. Les VHU dépollués sont évacués par la suite à l'occasion d'un chargement complet. Les centre VHU broyeurs habituels sont MENUT à St Pierre des Corps et DECOONS à Niort. Aucune vente de pièces détachées n'est réalisée. L'activité de dépollution de VHU est marginale sur le site, En 2022, 141 VHU ont été dépollués (autorisée pour un flux de 500/an). Il a été constaté la présence de 20 VHU en attente de dépollution placés sur une aire étanche reliée à un débourbeur déshuileur (autorisé pour 40 VHU en attente de dépollution). L'exploitant indique que la réfection complète de la plateforme d'environ 6 000 m² comprenant les aires de dépôt des ferrailles et métaux et des VHU est programmée d'ici l'été 2023. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de réaliser les travaux dans un délai de 4 mois et de transmettre les justificatifs de réalisation de la réfection des aires de stockages des ferrailles, métaux et VHU dans un délai de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le site est soumis à autorisation pour les rubriques 2718 (transit de DD 40 t), 2791 (presse-cisailles ferrailles 49 t/j) , à enregistrement pour les rubriques de transit de DND suivantes : 2713*, 2714*, 2712, 2710 et à déclaration pour les rubriques 2710.1, 2711 et 2716. * suite à évolution de la nomenclature des icpe</p>
<p>Constats : Il a été constaté que la situation administrative du site était conforme à l'arrêté d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 2.13
Thème(s) : Autre, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter des risques sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation (clôture d'au moins 2 m de haut, bâtiments fermés). Cette interdiction est signifiée. Une nouvelle clôture est mise en place, en limite de propriété Sud-Est du site, le long du chemin de la Ruelle Verte dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Les ferrailles utilisées comme barrière anti-intrusion le long du chemin de la cave Bruneau seront retirées dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Le public n'a pas accès aux zones de stockage des déchets sur le site à l'exception de la zone d'apport volontaire des déchets.
Constats : L'exploitant a clôturé le site en limite du chemin communal avec des blocs bétons et une clôture grillagée. Une haie de ronces arbustives a été plantée du côté du chemin communal. Malgré tout, ces barrières anti-intrusion étant insuffisantes, l'exploitant a mis en place un réseau de caméras de surveillance afin de limiter les intrusions récurrentes. Les ferrailles anciennes ont été retirées. La zone d'apport volontaire de déchets située à l'entrée du site est distincte du centre de transit des déchets. Ces différentes activités sont signalées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 2.5.3
Thème(s) : Autre, Bilan annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 31 mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'exploitation récapitulatif, par catégories, les tonnages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des déchets y compris les VHU pris en charge dans les installations au cours de l'année précédente ; • des déchets refusés avec l'indication des motifs de refus ; • les modes de traitement, valorisation et élimination et les tonnages correspondants. <p>Les documents justifiant de l'acceptation, l'enlèvement et de l'élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce document présente également une synthèse commentée des résultats des contrôles réalisés en application du présent arrêté qui présentent les actions et mesures correctives en cas de dépassement des valeurs prescrites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bilans annuels d'exploitation n'ont pas été communiqués ces dernières années.</p> <p>L'exploitant indique que 12 500 tonnes de déchets ont transités sur le site en 2022 dont 8 tonnes de déchets d'amiante et 12 120 tonnes en 2021 dont 7 tonnes d'amiante. En 2022, 141 VHU ont été réceptionnés sur le site.</p> <p>Le site est autorisé à traiter 28 000 tonnes de déchets par an et à dépolluer 500 VHU/an.</p> <p>L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de transmettre les bilans annuels d'activité des années 2021 et 2022 dans un délai d'un mois. Ils seront accompagnés d'une synthèse des résultats des contrôles réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.24
Thème(s) : Risques chroniques, rejets d'eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle au minimum annuel des rejets en sortie de chaque dispositif décanteur déshuileur est réalisé par un organisme tiers. Ce contrôle porte sur le prélèvement d'échantillon(s) d'effluents en sortie des dispositifs en vue de leur analyse sur au moins les paramètres précités par un laboratoire agréé.</p> <p>Lorsque les résultats, sur les deux premières années de contrôle, des paramètres indices phénols, cyanures totaux, AOX, et arsenic sont conformes, leur fréquence peut-être ramenée à un contrôle tous les 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle annuel des rejets en sortie des deux séparateurs hydrocarbures présents sur le site est réalisé. Suivant le tableau de suivi mis en place, le contrôle des paramètres indices phénols, cyanures totaux,... réalisé tous les 3 ans est programmé en 2024.</p> <p>Les résultats des analyses de rejets des années 2021 (analyse complète) et 2022 étaient conformes aux Valeurs Limites de Rejets (VLE) fixées dans l'arrêté d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 4.21
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les ouvrages sont correctement dimensionnés pour assurer la récupération, le traitement et l'évacuation de la totalité des collectes (ruissellements, déversements...) dans les conditions et le respect des VLE prescrites. Ils sont entretenus conformément aux règles de l'art et aux recommandations de leurs constructeurs. En particulier, les séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés et nettoyés régulièrement, avec un contrôle du fonctionnement de leur dispositif d'obturation. Leurs résidus sont éliminés en tant que déchets.</p> <p>Constats : Les ouvrages de traitement des eaux pluviales sont régulièrement vidangés, au moins une fois par an. Le dernier entretien réalisé par l'entreprise Chedet Environnement date du 7 décembre 2022 . Vu le Bordereau de Suivi des déchets (récépissé Trackdéchets) BSD-20221207-YCJQKKYXN (ROM07122022), 17 tonnes d'eaux hydrocarbonnées à destination d'ARETZIA à Paimboeuf.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures collectant les eaux de la plateforme de stockage des ferrailles, métaux et VHU est équipé d'une vanne d'obturation permettant de retenir les eaux d'un éventuel incendie ou d'une pollution sur le site. La procédure de manipulation de la vanne est affichée à proximité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site y compris avec la présence de la station de dépollution mobile dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Constats : Une campagne de mesures de bruit dans l'environnement a été effectuée en février 2021. Un léger dépassement du niveau sonore en limite de propriété (71B(A)) était constaté au point Est du site situé en fond de parcelle au niveau du chantier de récupération des ferrailles. L'environnement de cette zone est constitué de parcelles agricoles (vignes). Depuis, l'exploitant a installé un mur de blocs béton de 4 m de hauteur.</p> <p>Les activités du site génératrices de bruit sont les engins de manutention, la presse à balles et les apports des déchets. Une presse à cisailles des ferrailles est présente sur le chantier de récupération des ferrailles par campagnes.</p> <p>Une habitation provisoire se trouve au Sud du site et le niveau d'émergence était non conforme en limite de cette propriété. L'exploitant indique que la pelle à grappin se trouvait juste à côté du sonomètre au moment des mesures. A noter qu'aucune plainte de bruit n'a jamais été recensée.</p> <p>Suite aux mesures de réduction du bruit prises par l'exploitant, l'inspection des ICPE lui demande de réaliser une nouvelle étude de bruit dans l'environnement représentative des activités du site du site dans un délai de 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 71.10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.
Constats : Les installations électriques sont régulièrement contrôlées. Le dernier contrôle AR Control date du 4 mai 2022. Les observations notées ont été levées et tracées (vu la facture de l'électricien).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 74.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses. Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
Constats : Les extincteurs sont contrôlés régulièrement. Le dernier contrôle par EUROFEU date du 27 avril 2022. Les extincteurs sont positionnés sur un plan d'intervention du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des extincteurs en quantité suffisante et appropriés aux risques existants ; • 3 poteaux d'incendie dont un situé sur le site, protégés contre le gel, munis de raccords normalisés capables d'assurer un débit de 60 m³/h. <p>La quantité d'eau nécessaire pour l'extinction en cas d'incendie est estimée à 90 m³/h pendant 2h. L'exploitant s'assure périodiquement de la disponibilité du réseau d'incendie.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un poteau incendie sur son site dont la disponibilité de 60 m³/h est vérifiée une fois par an. Deux autres poteaux incendie sont situés sur le domaine public à moins de deux cent mètres de l'entrée du site. La disponibilité de ces poteaux est de 115 m³/h et 106 m³/h (vu le rapport 2017 du gestionnaire du réseau).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité de déchets détenus dans l'établissement. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages. Les quantités maximales pouvant être stockées sont les suivantes :</p> <p>Bâtiment et extérieur : Papiers, cartons, bois, plastiques, en mélange, refus de tri 1100 m³ dont env 500 m³ papier cartons et 500 m³ plastiques ;</p> <p>Extérieur et bâtiment : ferrailles et métaux 5 000 m³ (2 500 t) ;</p> <p>Bâtiment : DEEE Batteries, lampes, piles, bouteilles de gaz vides 35 t ;</p> <p>Benne dédiée : amiante liée 5 t ;</p> <p>Extérieur : 40 VHU en attente de dépollution, une benne Pneumatiques ;</p> <p>Déchetterie : bâtiment DD 1t9 , amiante liée 5t et DND 500 m³.</p> <p>La quantité de déchets dangereux présente sur le site ne dépasse jamais 50 t.</p>
<p>Constats : Un état des stocks est réalisé chaque fin de semaine. Lors de la visite d'inspection se trouvaient sur le site:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 200 t de ferrailles - 300 t de métaux - 30 t de papiers/cartons (environ 120 m³) - 24 t de plastiques (80 m³) - 21 t de batteries - 3,8 t de déchets d'amiante - 20 VHU en attente de dépollution
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet